

Égypte : vers un régime militaire à long terme ?

David Bensoussan

L'auteur est professeur de Sciences l'Université du Québec

À la suite des attaques du 11 septembre 2001, l'administration américaine a cherché des interlocuteurs dans le monde arabo-musulman dans l'espoir de les éloigner du radicalisme d'Al Qaeda. La doctrine Bush a présupposé que la cause principale de la montée de l'islamisme et de l'animosité envers l'Occident résidait dans le manque de démocratie. La première expérience pro démocratique faite en Irak s'est avérée être un échec, les divisions ethnoreligieuses séculaires attisées par les pays voisins ayant pris le dessus sur la panacée démocratique.

Le concept d'islamisme modéré a circulé à la Maison-Blanche durant la présidence d'Obama qui a voulu miser sur une collaboration avec des démocraties en devenir dans les pays arabes. Ce revirement de la Maison-Blanche fit suite à des analyses assumant que le mouvement religieux des Frères musulmans – qui avait renoncé à la violence dans les années 90 – était devenu « modéré. » Les contacts entre la Maison-Blanche et les Frères musulmans égyptiens furent soutenus. Ils furent relativement étroits après la victoire des partis islamistes aux élections de 2011.

Comment expliquer le vote massif en faveur des partis islamistes ? La majorité des Égyptiens considèrent que, contrairement à la grande bourgeoisie, leurs horizons sont limités sinon bouchés. En effet, le taux de croissance économique n'arrive pas à compenser les besoins adéquats pour la croissance du taux de natalité. Ce mécontentement des masses est exploité par les partis religieux qui offrent non seulement une promesse d'économie plus égalitaire, mais aussi une idéologie simpliste qui donne réponse à tout. Toutefois, le populisme qui donne aux masses l'impression que l'on veut se préoccuper d'elles s'accompagne d'un message politique dont la teneur peut être inquiétante.

La participation des Frères musulmans aux élections égyptiennes en 2007 fut accompagnée de messages rassurants, soulignant que la Charia prônait la liberté pour tous. Aussi, le slogan stipulant « La Charia est la solution » fut-il avancé. L'auteur de ce slogan, le Guide suprême Muhammad Mahdi Akef avait fait une déclaration deux ans plus tôt selon laquelle les Frères musulmans s'opposaient à la démocratie américaine, car elle était corruptrice et desservait les intérêts américains. Le membre du Parlement égyptien Mohammed Shaker Sanar déclara ce qui suit: « l'organisation a été fondée en 1928 pour restaurer le Califat détruit par Atatürk... Avec l'aide d'Allah, les Frères musulmans instaureront la loi d'Allah. » Les sermons du prêcheur Qaradawi affilié à ce mouvement qui diffuse depuis des années des messages de haine sur les ondes d'Al Jazeera. Ce prêcheur considère Rome comme étant la prochaine étape de conquête musulmane après celle de Constantinople en 1453. À cela viennent s'ajouter des messages de dénigrement envers les Juifs (même s'il n'y en a pratiquement plus en Égypte) et envers la minorité chrétienne copte (près de 10 % de la population)¹. À noter que la teneur des discours émanant des leaders des Frères musulmans n'a pas changé durant leur « lune de miel » avec l'administration Obama.

Qu'en fut-il de la courte gouvernance du président Morsi ? Ce dernier tenta de modifier la fonction publique égyptienne en engageant un nombre record de Frères musulmans. Il représenta certes une menace pour l'administration établie, pour les militaires et pour la démocratie lorsqu'il tenta de faire adopter une constitution préparée rapidement et de se doter de pouvoirs le rendant non imputable par-devant la justice égyptienne. Bien que perçus comme un loup dans la bergerie, les Frères musulmans n'ont pas cherché à montrer patte blanche ni même à cacher leurs crocs. Indépendamment de leurs maladresses, les Frères musulmans ont eu peu de contacts avec les libéraux ou même la technocratie égyptienne et n'ont pu bénéficier de leurs

¹ Ainsi, au cours des manifestations qui ont suivi la destitution du président Morsi le 4 juillet 2013, des douzaines d'églises coptes furent incendiées ; bien que le site officiel du parti Justice et Démocratie qui représente la mouvance des Frères musulmans ait affirmé que ces attaques ne sont pas justifiables, l'incendie des églises coptes n'a pas été ouvertement condamné par les leaders des Frères musulmans.

compétences. Le fossé existant entre la masse relativement moins éduquée et la classe d'affaires s'est élargi, accélérant la situation d'impasse. La détérioration économique aidant², le ras de bol des libéraux qui avaient provoqué la chute de l'ancien président Moubarak le 11 février 2011 fut grand et s'étendit à d'autres secteurs de la société.

L'incarcération du président Morsi par les militaires a cherché à freiner le déclin de l'Égypte, car nulle initiative constructive n'était mise en place pour remédier aux problèmes fondamentaux du pays, à commencer par celui de nourrir convenablement le peuple. Toujours est-il que le général Abdel Fattah al-Sisi a donné aux protestataires de la mouvance des Frères musulmans le choix entre la médiation et la solution négociée ou encore de se tenir loin du pouvoir. Il n'en demeure pas moins que pour les masses, le changement de régime représentait une promesse de bien-être et la désillusion fut grande. Il ne faut pas s'étonner de ce que des partisans des Frères musulmans se soient repliés dans l'irrédentisme devant les mesures qui mettent fin à leur perception d'espoir d'évolution.

Pour éviter le chaos, les militaires ne pourront que durcir leur dictature jusqu'à ce que l'Égypte soit prête à la transition démocratique. Ils pourront compter sur l'appui de l'Arabie saoudite et des Émirats du Golfe qui craignent l'exportation de la révolution des Frères musulmans dans leur pays et qui ne pardonnent pas au président Morsi d'avoir tenté de se rapprocher de l'Iran chiite. La nouvelle politique de rapprochement entre Washington et les Frères musulmans n'a pas eu l'assentiment de nombreux analystes ni même de la majorité des pays arabes, le Qatar excepté. Aujourd'hui, l'administration Obama retourne à la case de départ, celle qui a prévalu la prise du pouvoir par les Frères musulmans : si elle cesse son aide militaire à l'Égypte pour manifester sa désapprobation de la prise du pouvoir par les militaires, elle doit prendre en considération le risque de voir la Russie ou même la Chine prendre sa place, alors que l'armée égyptienne continue de jouer un rôle important dans la sauvegarde des intérêts vitaux de l'Occident au Moyen-Orient.

² Où va l'Égypte ? <http://www.editionsdulys.com/moyen-orient.html> Article 61